



Déclaration de la FSU au CTSD du 20 mai 2021

Pour les personnels de l'Education Nationale, ce Ministre reste surtout celui qui aura fermé un nombre conséquent de postes alors que le pays traverse une crise sanitaire et économique sans précédent. Il s'est entêté dans la réforme du lycée malgré le désaveu d'une partie de ses troupes. Les lycées payent un lourd tribut mais les collèges ne sortent pas non plus indemnes de cette politique menée.

Les lycéens se retrouveront dans quelques semaines confrontés à l'épreuve du grand Oral : le dada de notre Ministre. Grand oral critiqué dès sa conception et infaisable dans les conditions de préparation actuelles, sans heures dédiées dans l'emploi du temps des classes. Face à tant d'approximations, la revendication de l'annulation du Grand Oral garde tout son sens. Pour l'épreuve de philosophie, il a fallu des manifestations lycéennes pour que JM Blanquer daigne se pencher sur le sujet. La note du contrôle continu viendra éventuellement remplacer la note terminale. Les professeurs de philosophie auront l'impression cette année de corriger pour rien ou presque. Jusqu'au boutisme : c'est la marque de fabrique de ce ministre, faire fi des avis des personnels qui sont au quotidien sur le terrain. Les aménagements proposés ne répondent pas aux inquiétudes des personnels et des élèves mais ils plongent les jurys dans une grande cacophonie. Depuis des mois, le SNES-FSU demande au gouvernement d'anticiper d'éventuelles évolutions de la situation sanitaire et clame la nécessité de discuter sur ces sujets. Mais le Ministre n'entend rien sa seule boussole reste l'agenda politique. Entre obsession et improvisation ces aménagements du baccalauréat s'apparentent à du bricolage et ne répondent pas aux enjeux encore moins à l'urgence dans laquelle se trouvent les candidats.

Le Ministre ne semble pas mieux connaître la situation dans les collèges. Aucun aménagement n'est prévu pour le DNB car le Ministère affirme que les élèves ont traversé une année presque normale. Qu'en est-il des périodes d'école à distance, des demi-jauges dans certains départements et de l'impossibilité pour les collèges de terminer leurs progressions ? Quand ce ne sont pas les enseignants qui ont été absents pour cause de Covid et non remplacés ! Il est déplorable que les enseignants n'aient pas été personnels prioritaires pour la vaccination. De plus, l'information donnée par mail le vendredi pour le samedi de créneaux réservés aux enseignants prioritaires était bien trop tardive pour qu'on ne lise pas ensuite dans la presse locale que les enseignants vosgiens se désintéressent de la vaccination. Autant de facteurs qui contribuent donc à accentuer les inégalités.

Enfin, sur Parcoursup la mention 100% présentiel indiquée par certains établissements privés confirme un choix politique qui fait du lycée d'origine un critère valable pour classer les candidats. Tout cela contribue à renforcer les inégalités entre les élèves en jouant sur la réputation de l'établissement d'origine !

Dans le premier degré, si les écoles ont pu rester ouvertes, c'est bien parce que les enseignants se sont efforcés dans la mesure du possible d'appliquer le protocole dans leurs classes et ce, sans augmentation du nombre de personnels. Ce recrutement massif d'enseignants est impératif pour préparer une rentrée 2021 plus sereine et moins anxiogène. La campagne de recrutement d'enseignants contractuels, renforcée par la Loi de transformation de la fonction publique, est en berne. Précarisation des contrats, difficulté à endosser le rôle d'enseignant au pied levé, sans aucune formation... Cet échec était malheureusement bien prévisible, alors qu'il aurait été possible, et même

souhaitable, de créer des postes en recrutant sur liste complémentaire, mais cela aurait eu pour conséquence un recrutement statutaire dont ce gouvernement ne veut pas. L'attractivité du métier nécessite une revalorisation financière mais aussi une formation initiale et continue préparant aux attentes de l'exercice du métier.

Dans l'ASH également, le besoin est urgent de recruter, dans les RASED notamment, dont les secteurs se sont élargis déraisonnablement. L'École inclusive doit bénéficier de moyens supplémentaires pour fonctionner dans le cadre épidémique. Les AESH sont en première ligne face au covid, car le respect des gestes barrières est difficile à appliquer. La FSU demande la création d'une brigade de remplacement AESH pour répondre aux besoins des élèves BEP et des personnels fortement exposés. Nous réitérons également la nécessité de donner à ces personnels un véritable statut de la Fonction Publique et une revalorisation de leurs salaires.

Par ailleurs, le nombre d'enseignants remplaçants doit également augmenter pour éviter des déplacements à l'autre bout du département afin d'assurer le service public.

Il n'est que temps de donner des conditions de travail satisfaisantes aux personnels, à l'heure où les places au concours ne trouvent pas preneurs, où les demandes de rupture conventionnelle se multiplient, souvent parce que les enseignants n'ont plus l'espoir d'amélioration de leurs conditions de travail.

Les moyens matériels manquent également face aux nouveaux besoins imposés par la crise sanitaire : l'installation de capteurs de CO2 dans les classes, la fourniture de masques « phonologiques » pour les enseignants des cycles 1 et 2 ne doivent pas être laissés au choix des collectivités mais bien être portés par l'Etat, d'autant plus quand notre ministère a rendu 600 millions d'Euros au budget de l'Etat.

Monsieur le Directeur académique, nous avons envoyé le 29 avril dernier un courrier vous demandant de revoir la carte scolaire de la rentrée. En effet, à la suite d'une demande de M. Viry, député des Vosges, auprès du Président de la République, il lui a été répondu que la mesure de non-fermeture de classe sans accord du maire en milieu rural était maintenue pour la rentrée 2021. Vous nous avez répondu que vous consultiez vos services pour donner suite à cette demande. Pouvez-vous nous en donner les conclusions aujourd'hui ?

Enfin, en janvier dernier, le ministère a lancé une expérimentation sur les territoires éducatifs ruraux dans 3 académies (Amiens, Nancy-Metz, Normandie), où 23 "territoires pilotes" ont été identifiés. Si tel est le cas, pouvez-vous nous dire quels territoires vosgiens seraient concernés ?

Pour conclure, la FSU reste mobilisée aux côtés des personnels pour de meilleures conditions de travail et pour la réussite de tous les élèves dans le contexte compliqué que nous connaissons. Cela nécessite de notre l'institution un réel dialogue social, de l'anticipation et une revalorisation des métiers liés à l'Education. C'est pourquoi la FSU, avec d'autres organisations syndicales, soutient la mobilisation des personnels AESH le 3 juin prochain.